



# Gilets jaunes : qu'attendre de l'acte IV ?

7 décembre 2018

La manifestation des « Gilets Jaunes » va-t-elle aboutir ? Les journalistes annoncent pour l'acte IV un terrible événement, comme si l'émeute menaçait d'emporter Paris dans les flammes et la cendre. Nous avons préféré observer froidement ce mouvement pour en brosser un portrait plus précis, et esquisser des pistes pour la suite.

## 1. Tour de table

La manifestation va-t-elle atteindre son acmé le samedi 8 décembre ? Les violences n'ont pas dissuadé les Gilets Jaunes et la répression n'a pas endigué la véhémence du mouvement. L'ensemble de la communauté soutient les Gilets Jaunes, cependant des divergences s'élèvent autour de la forme prise par un mouvement que personne n'aurait su prédire, ni prévoir. Le mouvement est appelé à s'essouffler du fait de sa nature : la période hivernale poussera tous ces gens à rentrer chez eux. Mais c'est toutefois le prélude à des événements plus denses : l'Elysée ne sera pas pris, attendons-nous peut-être à un nouveau gouvernement, et à des résultats très intéressants dans les urnes lors des prochaines échéances électorales nationales – et peut-être européennes. Demain sera décisif.

Le mouvement prend de l'ampleur et, demeurant « brouillon », gagne en résonance auprès des Gilets Jaunes, auprès de leur famille, auprès de la population française qui soutient toujours le mouvement. Les tensions et les violences seront peut-être au rendez-vous : elles seront le point clef de la journée. Le comportement des Gilets Jaunes parisiens sera peut-être différent des comportements observés en province, où le calme sera plus général.

Faut-il s'attendre à de grands gestes de désobéissance civile ? Y aura-t-il des morts ? Les annonces ne manquent pas en ce sens. D'aucuns espèrent ou redoutent un retournement des C.R.S. ou des forces de l'ordre mais il paraît peu probable : la situation n'est pas celle de 1789 et la police, aujourd'hui, n'est pas la Garde Nationale. L'Etat a annoncé toutes les mesures prises pour veiller à ce que ce jour de mobilisation soit « bien géré ». De plus, de nombreuses informations ont fuité, ce qui peut susciter quelque méfiance. Les Gilets Jaunes pacifistes s'abstiendront peut-être d'aller à Paris par crainte de ceux qui seront présents et préparés à en découdre avec les forces de l'ordre. L'essoufflement se caractérisera dès qu'approchera la période de Noël. Les signes iront en ce sens.

Huit mille policiers seront mobilisés à Paris. Le rapport de force ne sera clairement pas en faveur des manifestants : c'est le plus grand dispositif jamais déployé. S'agit-il d'un écran de fumée ou d'une habile manœuvre pour exciter les colères ? Là encore, les médias ont joué le jeu trouble du briquet allumé dans le champ d'herbes sèches : la rupture se veut définitive entre les Gilets Jaunes et les organes de diffusion de l'information dont ils sont les habituels clients et spectateurs – les chaînes d'information continue par exemple.

Faut-il évoquer une victoire idéologique ? Les réponses possibles du gouvernement peuvent aller en ce sens : un remaniement qui acterait l'éviction de Christophe Castaner, voire le renvoi d'Edouard Philippe ; la dissolution de l'Assemblée nationale ; la démission d'Emmanuel Macron. Il ne faut pas y compter. Cette dernière option paraît la plus improbable des trois. La situation pourrait aussi ne pas évoluer. Le gouvernement pourrait jouer « la France tranquille contre les casseurs » ; ce ne serait pas la première fois qu'on assisterait à ce chantage à la tranquillité. C'est aussi le risque consubstantiel à tous les mouvements de « ras-le-bol » : l'issue politique est incertaine.

## 2. Les raisons d'une colère grandissante

« Où va l'argent ? » C'est une question récurrente : l'emploi de l'argent public est au cœur des préoccupations constatées parmi les membres du mouvement. Les Gilets Jaunes vilipendent le train de vie des politiques, pointent du doigt les injustices, mettent en balance ce qui apparaît comme des privilèges et ce qui apparaît comme des impôts exorbitants ; cependant, il n'appartient pas aux membres de ce mouvement de questionner en profondeur la fiscalité générale ou particulière : là n'est pas le propos. La grogne est épidermique. C'est tout à la fois la force de l'intuition et sa limite. Quid de l'immigration ?

Les Gilets Jaunes sont la classe moyenne qui subit depuis une quinzaine d'années le déclassement social. La baisse du niveau de vie a été ressentie comme une humiliation et les dernières années ont achevé cette impression : trop, c'est trop. Il faut remarquer l'état de mort clinique des syndicats à l'égard de ce mouvement ; loin du devant de la scène, ils ne sont pas même à la marge du mouvement. C'est la démonstration parfaite de l'inefficacité et de l'inactivité des syndicats. Les Français ont su se débrouiller seuls et sans syndicat pour prendre le gilet jaune et porter la voix de leurs revendications.

La grogne n'a eu besoin d'aucun cadre institutionnel pour s'exprimer. Les Gilets Jaunes ont identifié un responsable : Emmanuel Macron ; non pas les financiers ou les banquiers : c'est une manifestation proprement politique. L'occasion est donnée de repenser le syndicalisme français : il faut redonner vie à ce pan du droit social que les actuels groupes syndicaux (FO, CGT, etc.) ont gangréné ; le syndicat doit céder sa place à la corporation.

Qu'en est-il des revendications ? Certaines mesures sont tout à fait acceptables. D'autres paraissent farfelues. Quel en est l'esprit, cependant ? L'esprit est très clairement réactionnaire : ce sont des demandes, des « doléances » qui émanent de ce qui s'apparente au « bon sens paysan » — ce qui n'est pas sans rappeler l'anthropologie du mouvement.

Les Gilets Jaunes sont des travailleurs qui ont été appauvris : ils ne pensent pas l'idéal politique, ils raisonnent sur des sujets concrets. Certains d'entre eux sont en situation de survie : c'est le noyau dur qui ne pourra pas se permettre d'arrêter le combat. La dynamique favorise les Gilets Jaunes. Mais cette même misère pourrait encourager l'essoufflement du mouvement. La colère demeurera, cependant, et se diffusera, jusqu'à croître et produire des résultats électoraux que nous devons encourager et alimenter.

### 3. Causes politiques de cette opposition

Tous ont essayé la récupération politique mais le mouvement s'est révélé trop rétif à toute inclusion partisane. Cela dénote-t-il une volonté de se débarrasser de la classe politique ? Nous avons vu s'élever des revendications inspirées d'une volonté de revenir à l'exercice du pouvoir « par la base » : c'est par exemple la récurrence d'une proposition, le référendum d'initiative populaire.

Ces revendications sont minoritaires, revêtent la couleur de spéculations, de grandes réflexions qui nourriront peut-être une activité politique, plus tard ; mais la majorité n'exprime aucune volonté de « renverser la table ». Les Gilets Jaunes sont pragmatiques et réalistes, peut-être déjà résignés.

Marine Le Pen semble être en première position pour récolter les lauriers : ces événements sont du pain béni pour elle. Cependant, localement, le Rassemblement National a manqué son rendez-vous avec les Gilets Jaunes ; les cadres font là la démonstration de leur incurie, en dépit d'une large présence des symboles nationalistes et patriotes associés traditionnellement à ce parti politique.

La démocratie représentative est à bout de souffle. La gauche est hors du tableau. Les cadres de la France insoumise, du Parti socialiste, de Parti communiste, etc., n'ont su quoi faire de ce mouvement

qu'ils n'ont pas compris et qui, de toute façon, ne pouvaient se retrouver dans ces politiciens qu'ils connaissent trop. La seule victoire de la gauche a été peut-être l'infiltration locale qui a transpiré dans certaines des revendications portées par les représentants des Gilets Jaunes. Il est à craindre que cette infiltration se poursuive et s'aggrave.

Toutefois, ce mouvement a été une surprise pour l'ensemble des partis politiques. En premier lieu, une surprise pour l'actuelle majorité. La réponse d'Emmanuel Macron et du gouvernement est catastrophique : s'enchaînent les erreurs grossières ; la défiance des Gilets Jaunes ne pourra que croître. Les réponses autour des taxes pour le carburant révèlent la faiblesse du gouvernement : celui-ci a d'abord réfléchi, puis renoncé temporairement, puis cédé pour l'année 2019. C'était d'abord trop peu, puis ce fut trop tard. Plus les Gilets Jaunes ont poussé leurs revendications, plus ils ont obtenu.

L'Etat, par sa faiblesse, a encouragé la violence, ce qui a entraîné l'effondrement de la légitimité du Président de la République, du Premier ministre et du Ministre de l'Intérieur. Le mouvement pourrait ne pas s'arrêter malgré les réponses qui seront apportées ; des baisses d'impôt, des primes, des hausses de salaire ? Aucune importance : le gouvernement n'est pas à la hauteur. Macron, perçu par ses électeurs comme l'homme qui incarnait l'offre nouvelle et la renonciation à « l'ancien monde » tombe le masque et révèle la fade lumière de son incompétence, de son inaptitude à régler cette crise.

#### 4. Que doit être notre position ?

La traduction politique du mouvement des Gilets Jaunes se révélera peut-être pendant les élections européennes. Que se passera-t-il demain ? Certains envisagent l'emploi institution de l'état d'urgence, en cas de mort. Une sévère défaite paraît se profiler pour la République en marche ; ce mouvement est inhabituel, on évoquera la « drôle de grève » puisque les gens travaillent et vont manifester sur leur temps libre. Comment séduire les Gilets Jaunes ou les rallier à notre cause ?

Une première approche serait non pas l'infiltration du mouvement mais au contraire le contact ouvert ; par la discussion et le raisonnement, il est possible d'inviter les Gilets Jaunes, individuellement, à réfléchir à leur action, à penser le politique sur le temps long. Cela peut aboutir, par exemple, à tisser des liens entre ces personnes et des responsables politiques locaux. Cela dit, il faudra composer avec l'inertie des personnels dans les appareils partisans : les partis politiques semblent dans un état de catatonie, comme s'ils attendaient « la suite » sans prendre aucune initiative.

Le Pacte de Marrakech connaît un relatif succès parmi les Gilets Jaunes : il a été souvent cité cette semaine et largement attaqué comme la prochaine entourloupe du gouvernement français. S'il est juridiquement non contraignant, il viendra inscrire dans le droit conventionnel (le droit des traités) un cadre favorable à l'accueil des migrants ; cadre institutionnel pour l'immigration inévitable : le monde contemporain est un monde de migrants. C'est un point d'approche très intéressant pour toucher les Gilets Jaunes et peut-être même les rallier à notre cause. Cette question trouvera nécessairement des éléments de réponse demain.